

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, «signalisation temporaire»,

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

Vu l'Arrêté Municipal n°DSGAJ-2019-12 du 25 février 2019 portant réglementation des espaces verts communaux,

Vu la décision 2024-036 du 20 décembre 2024 portant détermination des tarifs municipaux pour l'année 2025,

ARRÊTÉ :
DPR-2025-0756

Vu la demande de prorogation du 11 juin 2025 de la société PAUL TURPEAU, sise 11 rue du Chêne Lassé, 44800 SAINT-HERBLAIN,

OBJET :
Prorogation de l'arrêté
DPR-2025-0260 -
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
plateformes avec
cloisonnement -
livraisons de matériel -
parc du Clos Fleuri -
de la date de
notification du présent
arrêté au 30
septembre 2025

Vu l'accord de la Direction de la nature, des paysages et de l'espace public,

Considérant que la société PAUL TURPEAU (mandatée par la copropriété PIVETEAU) souhaite occuper souhaite prolonger l'occupation du domaine public avec 4 plateformes, dans le cadre de travaux sur les loggias de l'immeuble rue d'Ardèche et rue d'Agen, au parc du Clos Fleuri à Saint-Herblain, jusqu'au 30 septembre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières durant les travaux,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté proroge l'arrêté DPR-2025-0260 du 18 mars 2025.

ARTICLE 2 : De la date de notification du présent arrêté au 30 septembre 2025, la société PAUL TURPEAU est autorisée à occuper le domaine public avec des plateformes dans le cadre travaux sur les loggias de l'immeuble rue d'Ardèche et rue d'Agen, au parc du Clos Fleuri à Saint-Herblain.

ARTICLE 3 : Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées dans les zones du parc définies avec la Direction de la nature, des paysages et de l'espace public :

- **installation AUTORISEE pour 4 plateformes** (9m de long x 1,5m de large) le long des façades de l'immeuble, sur les espaces verts identifiés et ayant fait l'objet d'un état des lieux par le service gestion des espaces verts de la Ville ;
- **cloisonnement IMPERATIF des zones de travail et de stockage (4 plateformes d'une dimension de 9m x 1,5m) ;**
- **Remisage des plateformes en hauteur en dehors des heures de travail ;**

- Circulation du personnel des entreprises le long de l'immeuble sans circulation dans le parc ;
- Aucun remisage sans gardiennage de matériels et matériaux dans l'enceinte du parc ;
- **circulation AUTORISEE** dans les allées du parc pour les véhicules en charge de la livraison du matériel par les sociétés **PAUL TURPEAU** et **ERDRALU (excepté lors de la tenue des manifestations organisées par la ville)** ;
- **circulation d'engins et livraison de matériaux interdite le mardi et après 11h00 les lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de la date de notification du présent arrêté au 08 septembre 2025** du fait de la tenue de la fréquentation importante des usagers et des animations estivales organisées dans le parc du Clos Fleuri ;
- mise en place d'une signalisation incitant les usagers du parc à emprunter un cheminement sécurisé ;
- vitesse limitée à 10 km/h dans le parc.

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la sécurité et la visibilité des usagers.

ARTICLE 4 : La circulation des usagers du parc, des services de la Ville, ainsi que le passage des véhicules de secours, seront maintenus en permanence.

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire sera mise en place par **la société PAUL TURPEAU**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992. Le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant le début des travaux.

ARTICLE 6 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable aux travaux sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur :

- l'entreprise **PAUL TURPEAU** s'engage à remettre en état les espaces utilisés (chemins, espaces verts, pelouses) ainsi que le mobilier du parc dans la mesure où ils auraient été endommagés par les travaux.
- l'entreprise **PAUL TURPEAU** aura en charge la remise en état de la clôture et des espaces verts dégradés au plus tard 1 mois après la fin des travaux.
- la responsabilité l'entreprise **PAUL TURPEAU** pourra être mise en cause pendant le délai de 15 jours, en cas de tenue insuffisante des réfections du domaine public dégradé, **après réception par Ville**.
- la ville se réserve le droit après **mise en demeure** par courrier avec avis de réception d'intervenir aux frais l'entreprise **PAUL TURPEAU**.

ARTICLE 7 : Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 8 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. De plus, le non-respect des prescriptions entraînera le retrait immédiat de l'autorisation.

ARTICLE 9 : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par la Trésorerie de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **399,60 €/mois (soit 54 m x 7,40 €)** du fait de l'installation de cloisonnements mobiles (plateformes) sur le domaine public pendant plusieurs mois.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 02 JUILLET 2025

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu à la préfecture de Nantes le 02 juillet 2025
Publié le 02 juillet 2025